

Suite à la visite du « *Red Terror* » *Martyrs Memorial Museum* d'Addis-Abeba, les élèves de Seconde 2 du Lycée franco-éthiopien Guebre-Mariam proposent un travail pluridisciplinaire (histoire et lettres) dans le cadre de l'« Accompagnement personnalisé projet » (mai 2015).

**Iyassou Shimels, Kofi Ezekiel Abassa, Rommel Mulugeta, Samuel Matemu.**

### Comment les habitants d'Addis-Abeba vivaient-ils au quotidien (1974-1991) ?

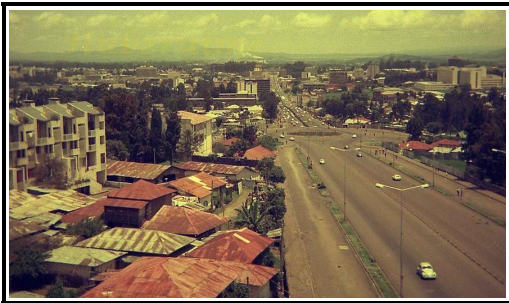
De 1974 à 1987, les Éthiopiens subirent la dictature imposée par le *Derg*, un régime communiste allié à l'URSS, et si une constitution fut bien adoptée en 1987 - l'Éthiopie devint alors la « République démocratique et populaire d'Éthiopie » - la volonté affichée de soutenir les « travailleurs » éthiopiens ne signifia pas pour autant que leurs conditions de vie s'améliorèrent. En conséquence de quoi, cette « nouvelle Éthiopie », qui se voulait socialiste et progressiste, est aujourd'hui critiquée par de nombreux adultes qui se souviennent qu'à l'époque leur vie fut difficile (rationnement, nationalisations de nombreux biens, couvre-feu, pouvoir d'achat en baisse...) ce qui conforte aujourd'hui les nostalgiques du régime impérial, qui peut malgré tout difficilement être qualifié de démocratique et social. Nous allons donc essayer de comprendre, à travers quelques exemples, comment la vie quotidienne des habitants d'Addis Abeba fut modifiée durant cette période difficile.

#### Le rationnement.

L'Éthiopie exportant alors essentiellement des produits agricoles bruts (il y eut même des échanges, du troc : céréales éthiopiennes contre armes soviétiques), et réservant une grande partie de ses ressources pour équiper son armée, les devises étrangères étaient rares. Logiquement, les biens importés étaient donc insuffisants et rationnés. Ainsi, pour distribuer « équitablement » ces biens d'origine étrangère (produits alimentaires, essence...), le *Derg* mit en place un système de quotas. Concrètement, cela signifia que les habitants d'Addis-Abeba ne pouvaient acheter qu'à intervalles définis des quantités fixes (3 kilogrammes de sucre par mois, 32 litres d'essence par semaine...). Ces quotas étaient distribués au « marché de l'unité » et ces biens étaient le plus souvent subventionnés par l'État, donc financièrement accessibles même pour les plus pauvres. Malgré tout l'inflation chaotique de l'époque appauvrisait les populations.

#### Les nationalisations.

Le régime communiste éthiopien fut d'inspiration socialiste, mais malgré tout le *Derg* ne dénonçait pas totalement la propriété privée, la « propriété privée excessive », oui. À l'époque, les hommes riches qui détenaient plusieurs maisons ainsi que les grands propriétaires terriens voyaient une grande partie de leurs biens « excessifs » confisqués par l'État. À Addis-Abeba, le riche choisissait alors la maison qu'il voulait conserver et « abandonnait » les autres à l'État. Cette politique a mécontenté les populations aisées alors que la population dite pauvre était plutôt satisfaite puisque cela permit le développement des maisons gérées par les *kébélés* loués quelques birrs par mois.



L'avenue Churchill en août 1977 (photographie Hubert Tabutiaux) : une circulation limitée suite au rationnement de l'essence. Un quartier d'Addis-Abeba en 1991 (photographie Herbert S. Lewis). Pochette de disque de 1973 (Mahamoud Ahmed) : avec le *Derg*, l'aventure de l'ethio-jazz s'achève.

#### Les conditions de travail.

Dans ce système officiellement communiste, les travailleurs virent leurs salaires limités dans tous les secteurs, au nom de la solidarité (partage des biens). Les employés du gouvernement (*civil servants*) devaient en plus contribuer au financement de la guerre contre les « rebelles » érythréens (leurs salaires furent donc taxés). En parallèle, l'inflation galopante rendait la vie difficile et c'était surtout la population aux revenus modestes qui souffrait le plus. Quant aux entrepreneurs privés, ils ne pouvaient pas investir au-delà de 500 000 birrs, toujours au nom du « communisme » (mais cette somme qui peut paraître relativement faible aujourd'hui était importante à l'époque sachant, par exemple, qu'un mouton vivant se payait quelques dizaines de birrs).



Un enfant dans une rue d'Addis-Abeba en 1978. Un « bar » d'Addis-Abeba en 1991 (photographie Françoise Huguier).

#### Le couvre-feu.

Durant ces deux décennies, les habitants d'Addis-Abeba n'étaient pas autorisés à circuler dans les rues après minuit puisqu'il y avait un couvre-feu. Les « criminels » interpellés la nuit pouvaient être fusillés sans procès, et en plus les familles devaient payer le prix de la ou les balle (s) pour « récupérer » le corps. Ceci étant, de nombreux habitants d'Addis-Abeba continuèrent à fréquenter les *dancings*, les *azmari bet*, les bars et les *groceries*. De même, ils visitaient toujours leurs amis et les membres de leurs familles. Certains gardent de bons souvenirs de cette époque puisque être dans un lieu la nuit signifiait y restait jusqu'au petit matin, et que les violences civiles, dont les viols, diminuèrent.

